L.26.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi le 20 octobre 1948 par lettre de Monsieur le Ministre du Budget en date du 19 octobre 1948 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent suspendant l'application de l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur la mise en disponibilité des agents de l'Etat, en faveur des agents dont l'inaptitude physique résulte de faits de guerre, a donné, en sa séance du 27 octobre 1948, l'avis suivant:

Durant l'occupation ennemie, une circulaire du secrétaire général du Ministère des Finances a suspendu l'application des dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat à l'égard des agents dont l'inaptitude physique, provisoire ou définitive, résultait indubitablement de blessures reçues ou de maladies contractées par suite de circonstances imputables aux hostilités ou à l'état de guerre.

Lorsque leurs absences pour raison de santé dépassaient les périodes fixées à l'article 17 de l'arrêté royal précité, ces agents n'ont pas été placés d'office en disponibilité, mais ont continué à bénéficier de leurs rémunérations normales d'activité.

A partir du 15 février 1946, l'arrêté royal du 30 mars 1939 a de nouveau été appliqué.

Les agents de l'Etat rentrés au pays en 1945 après une période de captivité dans un camp de prisonniers de guerre ou de détention dans un camp de concentration allemand n'ont donc pu bénéficier que pendant une année à peine de la suspension de l'arrêté du 30 mars 1939.

Le projet d'arrêté remédie à cette inégalité de fait en prorogeant du 15 février 1946 jusqu'au 31 décembre 1947 la suspension de l'arrêté du 30 mars 1939.

Un certain nombre d'agents de l'Etat recevront donc la différence entre leur traitement d'attente et leur traitement d'activité, pour cette période du 15 février 1946 jusqu'au 31 décembre 1947.

Le Conseil d'Etat estime cependant qu'il n'y a pas lieu de viser à l'article 1er la date du 15 février 1946. En effet, la circulaire du secrétaire général du Ministère des Finances n'a pu suspendre

valablement un arrêté royal.

La circulaire en question n'a pas perdu toute force exécutoire le 15 février 1946; elle n'en a jamais eu.

La rédaction proposée par le Conseil d'Etat régularise donc pour la période antérieure au 15 février 1946 la suspension de fait de l'arrêté royal du 30 mars 1939.

L'article 2 vise les agents qui ont été pensionnés prématurément pour motif de santé après le 15 février 1946 parce que leurs absences dépassaient les périodes fixées à l'article 17 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 et qu'ils étaient reconnus définitivement inaptes.

Le projet d'arrêté tend à abroger les arrêtés individuels qui leur ont accordé des pensions de retraite.

Ainsi formulée, cette disposition est illégale.

Il est de jurisprudence constante qu'une décision administrative conférant un droit à un tiers ne peut être rapportée. Or la pension de retraite, une fois accordée, constitue un droit acquis dans le chef de son bénéficiaire.

Il n'appartient donc pas au pouvoir exécutif de retirer le droit à une pension en abrogeant l'arrêté de mise à la retraite.

Certes, en l'espèce, la suppression de la pension a pour contrepartie la restitution du traitement. Mais il serait fâcheux qu'une phrase de l'arrêté, détachée de son contexte, semble méconnaitre le caractère irrévocable d'une pension légalement accordée.

Le Conseil d'Etat propose que l'application de l'article 2 soit subordonnée à une demande de l'agent intéressé. Toute apparence d'arbitraire disparaitrait ainsi.

Les agents pensionnés prématurément pourront retirer leur démission et l'Etat sera tenu, dans ce cas, de rapporter les arrêtés qui leur avaient accordé la démission de leurs fonctions.

[L'article 2 porte " abrogation de ces arrêtés avec effet à la date de leur entrée en vigueur ". Le terme " rapporter " exprime cette abrogation rétroactive.

De nombreux arrêtés du Régent ont " rapporté " des arrêtés antérieurs infligeant des peines disciplinaires à des mandataires ou fonctionnaires communaux. L'arrêté rapporté est censé n'avoir jamais existé.]

Le Conseil d'Etat propose dès lors la rédaction suivante du projet d'arrêté:

ARRETE DU REGENT, SUSPENDANT, EN FAVEUR DES AGENTS DONT L'INAPTITUDE PHYSIQUE DEPEND DE FAITS DE GUERRE, L'APPLICATION DE L'ARRETE ROYAL DU 30 MARS 1939 RELATIF A LA MISE EN DISPONIBILITE DES AGENTS DE L'ETAT.

Charles, Prince de Belgique
Régent du Royaume
A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat;

Vu les lois sur les pensions de réparation coordonnées par arrêté du Régent du 5 octobre 1948;

Considérant que les agents de l'Etat, dont l'inaptitude physique, provisoire ou définitive, résulte indubitablement de blessures reçues ou de maladies contractées par suite de circonstances imputables aux hostilités ou à l'état de guerre leur ouvrant un droit à une pension de réparation, ont été privés d'une partie importante de leurs ressources à un moment où l'état physique de ces agents nécessitait des soins constants et avant que les lois sur les pensions de réparation aient pu sortir leurs effets,

Considérant qu'il y a lieu de pallier cette situation par les mesures ci-après,

Sur la proposition du Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères et du Ministre du Budget, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en conseil;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, section de législation;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

Article premier:

L'application de l'arrêté royal du 30

mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat est suspendue jusqu'au 31 décembre 1947 en faveur des agents de l'Etat dont l'inaptitude physique, provisoire ou définitve, résulte incontestablement de blessures reçues ou de maladies contractées par suite de circonstances imputables aux hostilités ou à l'état de guerre leur ouvrant un droit à la pension de réparation par application des lois sur les pensions de réparation coordonnées par arrêté du Régent du 5 octobre 1948;

Article 2.-

Les agents de l'Etat visés à l'article ler du présent arrêté qui, après le 15 février 1946, ont été pensionnés prématurément pour motif de santé sont admis, à leur demande, au bénéfice des dispositions qui précèdent.

En ce cas, les arrêtés accordant aux intéressés la démission de leurs fonctions et leur ouvrant un droit à une pen ion de retraite seront rapportés.

Article 3.-

Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

Par le Régent,

Le Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Ministre du Budget,

L.26

Version néerlandaise de l'Avis, établie conformément à l'article 44 de la loi du 23 décembre 1946.

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, Afdeling Wetgeving, eerste Kamer, de 20e October 1948 door brief van de Minister van Begroting dd. 19 October 1948 geraadpleegd over een ontwerp van besluit van de Regent houdende schorsing van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939, betreffende de terbeschikkingstelling van het rijkspersoneel, ten gunste van de personeelsleden wier lichamelijke onbekwaamheid te wijten is aan oorlogsgebeurtenissen, heeft ter zitting van 27 October 1948 volgend advies uitgebracht:

Tijdens de vijandelijke bezetting heeft een omzendbrief van de secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën de toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel geschorst ten overstaan van de personeelsleden van wie de voorlopige of bestendige lichamelijke ongeschiktheid onbetwistbaar voortvloeide uit kwetsuren of ziekten opgelopen ingevolge aan de vijandelijkheden of de oorlogstoestand te wijten omstandigheden.

Wanneer hun afwezigheid om gezondheidsredenen de bij artikel 17 van het voornoemd koninklijk besluit bepaalde periodes overschreed, werden die personeelsleden niet ambtshalve ter beschikking gesteld, maar gingen zij voort hun normale activiteitsbezoldigingen te genieten.

Van 15 Februari 1945 af werd het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 opnieuw toegepast.

De personeelsleden die in 1945, na een periode van gevangenschap in een Duits krijgsgevangenen- of concentratiekamp, in het land zijn teruggekeerd, werden dus gedurende nauwelijks een jaar door de schorsing van het besluit van 30 Maart 1939 begunstigd.

Het ontwerp van besluit verhelpt die feitelijke ongelijkheid door de schorsing van het besluit van 30 Maart 1939 te verlengen van 15 Februari 1946 tot 31 December 1947.

Sommige personeelsleden zullen dus het verschil ontvangen tussen hun wachtgeld en hun activiteitswedde, voor die periode van 15 Februari 1946 tot 31 December 1947.

De Raad van State is nochtans van mening dat in artikel 1 de datum 15 Februari 1946 niet moet worden vermeld. Immers, door de omzendbrief van de secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën kon een koninklijk besluit niet geldig geschorst worden.

.../...

De bedoelde omzendbrief heeft niet op 15 Februari 1946 alle uitvoerbare kracht verloren; hij heeft er nooit gehad.

De redactie die door de Raad van State wordt voorgesteld regelt dus, voor de periode die 15 Februari 1946 voorafgaat, de feitelijke schorsing van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939.

Artikel 2 doelt op de personeelsleden die om gezondheidsredenen na 15 Februari 1946 vervroegd op pensioen werden gesteld omdat hun afwezigheid de bij artikel 17 van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 vastgestelde periodes overschreed en omdat zij als definitief ongeschikt werden erkend.

Het ontwerp van besluit strekt er toe deze individuele besluiten waardoor hun rustpensioenen werden toegekend in te trekken.

Aldus geformuleerd is deze bepaling onwettelijk.

Het behoort tot de vaste rechtspraak dat een administratieve beslissing waardoor aan een derde een recht verleend wordt niet kan worden ingetrokken. Welnu, een rustpensioen vormt, eens dat het verleend is, een verkregen recht in hoofde van zijn gerechtigde.

Het hoort dus niet aan de uitvoerende macht het recht op een pensioen in te trekken door het afschaffen van het besluit der inrustestelling.

Wel is waar heeft de afschaffing van het pensioen in dit geval de teruggave van de wedde als tegengewicht. Het zou echter hinderlijk zijn als een zin van het artikel, uit zijn context losgemaakt, het onherroepelijk karakter van een wettelijk verleend pensioen zou schijnen te miskennen.

De Raad van State stelt voor de toepassing van artikel 2 ondergeschikt te maken aan een aanvraag van het betrokken personeelslid. Elke schijn van willekeur zou aldus worden weggenomen.

.../...

De vervroegd op pensioen gestelde personeelsleden zullen hun ontslag kunnen terugtrekken en de Staat zal in dit geval gehouden zijn de besluiten waarbij hun het ontslag uit hun functies werd verleend, te herroepen.

Artikel 2 heeft het over "intrekking van deze besluiten met ingang van de inwerkingtreding er van". De term "herroepen" drukt deze intrekking met terugwerkende kracht uit.

Talrijke besluiten van de Regent hebben vroegere besluiten "herroepen" waarbij tuchtstraffen werden opgelegd aan gemeentelijke mandatarissen of ambtenaren. Het herroepen besluit wordt geacht nooit te hebben bestaan.

De Raad van State stelt derhalve voor dat het ontwerp van besluit als volgt zou worden opgesteld:

Besluit van de Regent houdende schorsing, ten gunste van de personeelsleden wier lichamelijke onbekwaamheid te wijten is aan oorlogsgebeurtenissen, van de toepassing van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel;

Gelet op de wetten op de vergoedingspensioenen samengeordend bij besluit van de Regent van 5 October 1948;

Overwegende dat de leden van het Rijkspersoneel, wier voorlopige of bestendige lichamelijke onbekwaamheid onbetwistbaar voortvloeit uit kwetsuren of ziekten opgelopen ingevolge aan de vijandelijkheden of de oorlogstoestand te wijten omstandigheden waardoor zij aanspraak op een vergoedingspensioen bekomen, van een aanzienlijk gedeelte van hun inkomsten werden beroofd op een ogenblik dat de gezondheidstoestand van bedoelde personeelsleden voortdurende zorgen vergde en vooraleer de wetten op de vergoedingspensioenen uitwerking kunnen hebben;

Overwegende dat deze toestand door de volgende maatregelen moet verholpen worden;

Op de voordracht van de Eerste Minister, Minister van Buitenlandse Zaken en van de Minister van Begroting, en op advies van de in Raad vergaderde Ministers;

Gelet op het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Artikel één:

De toepassing van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel is geschorst tot 31 December 1947 ten gunste van de leden van het Rijkspersoneel wier voorlopige of bestendige lichamelijke onbekwaamheid onbetwistbaar voortvloeit uit kwetsuren of ziekten opgelopen ingevolge aan de vijandelijkheden of de oorlogstoestand te wijten omstandigheden en waardoor zij aanspraak op een vergoedingspensioen bekomen bij toepassing van de wetten op de vergoedingspensioenen samengeordend bij besluit van de Regent van 5 October 1948;

Artikel 2.-

De in artikel één van dit besluit bedoelde leden van het Rijkspersoneel die om gezondheidsredenen vervroegd op pensioen werden gesteld, mogen, op hun verzoek, het genot van voorgaande bepalingen bekomen.

In dit geval zullen de besluiten, waarbij aan de betrokkenen ontslag uit hun functies werd verleend en hun aanspraak op een rustpensioen werd erkend, herroepen worden.

Artikel 3.-

De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

Vanwege de Regent,

De Eerste Minister, Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Begroting,

Etaient présents:

Messieurs:

Jean Suetens, Président du Conseil d'Etat,
Président
Devaux et Somerhausen, Conseillers d'Etat
Van Dievoet et J.Vauthier, Assesseurs de
la section de législation
Cypres, greffier adjoint, Greffier.

Le Greffier, Le Président,